

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le

Nos réf. : SAU/FDLH/MI n° 23-474

29 septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société IMPRIMA

8 Rue Antoine Lumière

LA CHAPELLE-SAINT-LUC (10600)

1) Contexte

La société IMPRIMA exploitait à La CHAPELLE-SAINT-LUC une unité d'impression sur matières textiles. Historiquement, l'établissement était autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation n° 87/1247 du 1er avril 1987 à exploiter un atelier de teinture et d'impression de matières textiles. Suite à une réduction d'activité et en particulier à l'arrêt de l'activité de teinture, l'établissement ne relevait plus que du régime de la déclaration au titre des rubriques n°2330 (impression de matières textiles).

Par jugement en date du 10 mai 2022, le Tribunal de Commerce de Troyes a placé l'établissement en liquidation judiciaire. Le Liquidateur a notifié la cessation d'activité par courrier du 13 juillet 2022.

Une visite d'inspection réalisée le 4 octobre 2022 avait permis de constater que la mise en sécurité du site n'était pas effective, l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° PCICP2023083-0001 du 24 mars 2023 avait alors été pris accordant un délai de 6 mois.

L'objet de cette visite d'inspection, réalisée de manière inopinée, était de vérifier le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 mars 2023 précité. Le délai accordé étant échu.

Le présent rapport rend compte de cette visite.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement ayant subi le sinistre sont les suivantes :

- Société IMPRIMA
- 8 rue Antoine Lumière - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT dans GUN : 0005701962
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité / Mise en sécurité du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Respect de la mise en demeure	APMED n° PCICP2023083-0001 du 24 mars 2023	/	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 27 septembre 2023 a permis constater que le site contient des produits et des déchets liés à l'activité industrielle. Ceux-ci peuvent générer une pollution ou être matière à incendie. Aussi, ils doivent être évacués dans des filières autorisées et adaptées.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 mars 2023 précité n'a donc pas été respecté.

En application de la circulaire du 26 mai 2011 relative à la cessation d'activité d'une installation classée - chaîne de responsabilités – défaillance des responsables et afin de présenter ce site à l'ADEME, l'inspection des installations classées propose un projet d'arrêté de consignation de somme à l'encontre de l'exploitant afin de poursuivre la procédure de cessation d'activité.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Respect de la mise en demeure

Référence réglementaire : APMED n° PCICP2023083-0001 du 24 mars 2023
Thème(s) : Respect de la mise en demeure
Prescription contrôlée : « (...) est mis en demeure pour les installations exploitées au 8 rue Antoine Lumière à LA CHAPELLE SAINT-LUC de se conformer, dans un délai de six mois, aux prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ;• les interdictions ou limitations d'accès au site ;• la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;• la surveillance des effets de l'installation sur son environnement ; Toutes les mesures nécessaires pour que le site de l'installation ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, doivent également être entreprises. (...) »
Constat : L'inspection du 27 septembre 2023 a permis constater que le site contient des produits et des déchets liés à l'activité industrielle. Ceux-ci peuvent générer une pollution ou être matière à incendie. Aussi, ils doivent être évacués dans des filières autorisées et adaptées. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 mars 2023 précité n'a donc pas été respecté. En application de la circulaire du 26 mai 2011 relative à la cessation d'activité d'une installation classée - chaîne de responsabilités – défaillance des responsables et afin de présenter ce site à l'ADEME, l'inspection des installations classées propose un projet d'arrêté de consignation de somme à l'encontre de l'exploitant afin de poursuivre la procédure de cessation d'activité.
Type de suites proposées : oui
Proposition de suites : arrêté préfectoral de consignation de somme